



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GENERAL

ECE/TRADE/C/CEFACT/2008/20  
11 août 2008

Original: FRANÇAIS

---

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE**

**COMITÉ DU COMMERCE**

Centre pour la facilitation du commerce et  
les transactions électroniques (CEFACT-ONU)

Quatorzième session  
Genève, 16-17 septembre 2008  
Point 7 de l'ordre du jour provisoire

**QUESTIONS DÉCOULANT D'AUTRES RÉUNIONS**

**Lettre datée le 18 juin de la Mission Permanente de la Suisse auprès de l'Organisation  
Mondiale du Commerce, l'Association Européenne de Libre Échange, et la Commission  
Économique pour l'Europe des Nations Unies à la directrice de la Division du Commerce et  
du Bois de la Commission Économique pour l'Europe.<sup>1</sup>**

Nous vous prions de bien vouloir inclure dans la liste des documents officiels de la plénière du  
CEFACT ONU le document de discussion sur le CEFACT ONU présenté par la Suisse lors de la  
séance du Comité exécutif de la CEE ONU du 6 mai 2008.

Secrétariat d'État à l'Économie

Chef de délégation de la Suisse

(Signé) Jörg De Bernardi

---

<sup>1</sup> Ce document a été soumis à la date indiquée ci-dessus dû à des ressources limitées.

Annexe

**Document de discussion sur le CEFACT ONU présenté par la Suisse lors de la séance du Comité exécutif de la CEE ONU du 6 mai 2008**

1. Je voudrais remercier le secrétariat pour l'excellent rapport qui nous a été soumis aujourd'hui. Un tel rapport était nécessaire de longue date. En effet, il expose de manière simple et précise la nature du CEFACT ONU ainsi que son fonctionnement. C'est une excellente introduction pour quiconque s'intéresse au travail de la CEE-ONU dans le domaine de la Facilitation du Commerce et de l'eBusiness.

2. Par ailleurs, le rapport pose un certain nombre de questions sur les enjeux actuels du CEFACT ONU. C'est en essayant de répondre à ces questions aujourd'hui que les Etats-membres pourront faire avancer le débat sur le rôle du CEFACT ONU et sur les enjeux auxquels il fait face aujourd'hui. Néanmoins le document n'aborde pas toutes les questions que je me pose, et notamment celle de la stratégie du CEFACT ONU.

3. C'est pourquoi, je voudrais vous livrer aujourd'hui trois pistes de réflexion: a) la participation des Etats-membres aux orientations politiques et stratégiques du CEFACT ONU ; b) la question des ressources ; et c) la structure-même et le fonctionnement du CEFACT ONU.

- a) Concernant le premier point, il me semble que les Etats-membres sont trop en retrait dans le CEFACT ONU actuellement. Il faut au contraire que les Etats-membres aient la possibilité de jouer un rôle actif dans l'élaboration des orientations politiques et stratégiques du CEFACT ONU, notamment dans le domaine de la facilitation du commerce, et qu'ils puissent avoir la possibilité de se prononcer sur ces orientations de manière régulière, au moins une fois par année dans le cadre de la réunion plénière annuelle. Mais il ne suffit pas de mettre ce point à l'ordre du jour, encore faut-il préparer, agréger et présenter les informations pertinentes de manière à ce que les Etats-membres puissent engager un débat à ce sujet. Le secrétariat devrait alors préparer un document sur les options stratégiques à soumettre aux Etats-membres. Il est d'autant plus important d'initier un tel débat stratégique que la facilitation du commerce revêt un intérêt politique renouvelé à travers les négociations à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). La question centrale ici est celle du rôle du CEFACT ONU dans le futur accord sur la facilitation du commerce. La mise en œuvre des obligations en matière de facilitation du commerce offrira une opportunité unique d'intégrer les normes CEFACT ONU (surtout celles concernant les données) dans le cadre de l'OMC.

Recommandation: Tous les deux ans, les Etats-membres devraient discuter des orientations politiques que le CEFACT ONU doit prendre. Chaque année, les Etats-membres devraient discuter de la stratégie pour soutenir l'orientation politique prise par le CEFACT ONU. A cette fin, le secrétariat devrait préparer un document sur les options stratégiques devant être discuté par les Etats membres.

- b) Concernant le second point, la question des ressources. Cette question ne doit pas être traitée uniquement du point de vue de possibles ressources additionnelles. Malheureusement, le problème des ressources continuera de se poser à l'avenir (peut-être pas de manière aussi dramatique, espérons-le). C'est pourquoi il faut le traiter du point de

vue de l'allocation des ressources. Même si le secrétariat sait où concentrer ses ressources, je ne suis pas sûr que les Etats-membres soient tout à fait au clair là-dessus. Cette question ne doit pas être laissée à la discrétion du secrétariat, car elle influe directement sur les objectifs fixés par la CEE ONU et donc par ses Etats-membres. L'une des questions stratégiques à se poser ici, et dont la réponse appartient aux Etats-membres, est celle de savoir jusqu'à quel niveau de détail le CEFACT ONU doit étendre ses activités de normalisation. Par exemple, les Etats-membres pourraient décider qu'ils veulent que le CEFACT ONU contrôle tout et produise des logiciels à code source ouvert pour tous les processus acheteur-vendeur pertinents. Ou bien les Etats-membres pourraient décider qu'ils ne veulent pas aller aussi loin, mais qu'ils préfèrent plutôt se limiter à définir les termes et les conventions de langage en ayant recours à la Bibliothèque centrale du CEFACT ONU («Core Components Library»); le reste serait développé par le secteur privé. En décidant de l'allocation des ressources, il est important d'assurer également des ressources suffisantes pour la maintenance des normes existantes.

Recommandation: Une fois par année le secrétariat devrait présenter aux Etats-membres la situation en termes de ressources du CEFACT ONU. En se basant sur les orientations stratégiques et les besoins de maintenance pour les normes existantes, la situation devrait être évaluée et des mesures correspondantes devraient être prises le cas échéant.

A chaque fois que le programme de travail du CEFACT ONU est défini ou modifié, les Etats-membres, réunis en assemblée plénière, devraient discuter de l'activité normative du CEFACT ONU. En particulier, ils devraient déterminer jusqu'à quel niveau de détail le CEFACT ONU doit mener son activité normative et quelle partie du développement devrait être laissée au secteur privé.

- c) Le troisième point est directement lié aux deux points précédents. Ma délégation a déjà eu l'occasion d'indiquer que l'activité normative du CEFACT ONU est par trop dirigée par les groupes techniques qui en établissent le programme de travail et déterminent quelles sont les normes dont le marché a besoin. C'est une approche « bottom-up » qui fait que les Etats-membres n'ont que très peu de choses à dire sur les travaux des groupes techniques. Comme ma délégation l'a déjà indiqué, je pense qu'il serait judicieux de renforcer l'approche inverse, «top-down». Pour cela, il faudrait ajouter une fonction à la structure du CEFACT ONU, qui consisterait à déterminer les critères, les directives et les spécifications pour le développement des normes, et à certifier ces normes par le label « Nations Unie ». Une telle fonction pourrait être remplie par un groupe additionnel, hiérarchiquement supérieur aux groupes techniques («groupe directeur»), ou bien par l'assemblée plénière du CEFACT ONU à laquelle prennent part les Etats-membres, ou encore plus simplement par son bureau. Dans un tel modèle, les demandes pour des nouvelles normes émanant des groupes techniques seraient examinées par ce « groupe directeur » ou par l'assemblée plénière, qui (i) s'assurerait que la norme proposée correspond à un besoin prépondérant et aux orientations politiques décidées par les Etats-membres, (ii) que les ressources pour développer la norme sont suffisantes ; et (iii) qu'on peut octroyer le label « Nations Unies » en donnant ainsi aux groupes techniques le feu vert au développement de la norme. Les groupes techniques à leur tour auraient pour tâche de développer les normes et de les mettre sur le marché. Ainsi, on aurait un modèle

dans lequel le «groupe directeur» identifierait la demande de normes et les groupes techniques produiraient ces normes. Cela permettrait aux Etats-membres d'avoir une meilleure vue d'ensemble des travaux du CEFACT ONU, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, et qui pose un certain nombre de problèmes, parfois sérieux, relatifs aux droits de propriété intellectuelle.

Recommandation: Ajouter à la structure du CEFACT ONU un groupe hiérarchiquement supérieur (« groupe directeur » ou assemblée plénière) ayant pour fonction de: 1) faire le monitoring de la demande pour de nouvelles normes; 2) vérifier l'application des critères et la disponibilité des ressources; et 3) octroyer la certification «Nations Unies» aux nouvelles normes.

4. En guise de conclusion, je voudrais rappeler qu'il est important pour le CEFACT ONU de rester un instrument attrayant pour le secteur privé et les associations professionnelles, mais sans perdre de vue ses autres membres. Il ne faut pas que le secteur privé soit le seul à déterminer les activités et les priorités du CEFACT ONU. Ce sont les Etats-membres qui devraient mener le dialogue sur la stratégie du CEFACT ONU, tout en écoutant le secteur privé. C'est pourquoi la discussion sur les orientations stratégiques doit avoir lieu.

5. Aussi, je suggère que le secrétariat prenne en compte les trois pistes de réflexion que j'ai proposées, ainsi que la discussion d'aujourd'hui et soumette au Comité exécutif un nouveau document sur les options envisageables pour améliorer le fonctionnement du CEFACT ONU du point de vue de la stratégie, de ses ressources et de sa structure de gouvernance.

---